



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

relations France-Rwanda

Question au Gouvernement n° 959

[Texte de la question](#)

RELATIONS FRANCE-RWANDA

M. le président. La parole est à M. Hubert Julien-Laferriere, pour le groupe La République en marche.

M. Hubert Julien-Laferriere. Ma question, à laquelle j'associe Sira Sylla, présidente du groupe d'amitié France-Rwanda, s'adresse à Mme Florence Parly, ministre des armées.

Madame la ministre, il y a quinze jours, le Président de la République française recevait le Président de la République du Rwanda, Paul Kagame, à l'Élysée pour la première fois depuis 2011. Bien sûr, nous pouvons avoir sur ces bancs un regard critique sur la gouvernance de Paul Kagame, mais comment ne pas être admiratif devant la capacité de résilience de ce pays après le génocide des Tutsis de 1994 qui, rappelons-le, a fait un million de victimes ?

Alors que des Rwandais avaient massacré des Rwandais à la machette, le pays a su se réconcilier et s'unir en peu d'années ! Bien que dévasté par la guerre, le Rwanda a su devenir rapidement un pays à l'économie florissante. Le Rwanda s'est aussi fait une place de choix parmi ses grands voisins. Le 23 mars dernier, il est d'ailleurs devenu le premier contributeur financier africain de la force G5 Sahel.

Par ailleurs, je souhaite saluer le soutien de la France à la candidature de la ministre des affaires étrangères rwandaise à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie.

Madame la ministre, vous connaissez, nous connaissons tous les accusations portées à l'encontre de la France et de ses armées depuis le génocide des Tutsis. C'est d'ailleurs pourquoi lors de leur rencontre, les deux chefs d'État ont évoqué la création d'une commission composée d'historiens rwandais et français. Il est dans l'intérêt de tous que cette commission puisse travailler dans de bonnes conditions, grâce au processus d'ouverture des archives, qui doit continuer, comme l'ont également souhaité les deux chefs d'État. Mes chers collègues, le travail de mémoire, comme la lutte contre l'impunité, sont indispensables pour prévenir de tels drames.

Madame la ministre, pouvez-vous nous en dire plus sur le processus d'ouverture des archives et indiquer quelles sont les ambitions de la France pour rétablir des relations franco-rwandaïses apaisées ?
(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et UDI-Agir.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des armées.

Mme Florence Parly, ministre des armées. Monsieur le député, vous avez raison : nous devons parler au Rwanda, quel qu'en soit le dirigeant. Il est nécessaire de parler à un pays dynamique qui, par ailleurs, exerce cette année la présidence de l'Union africaine.

La décision, responsable, du Président de la République a permis de rétablir le dialogue, mais comme vous le dites également, certains tentent de réécrire l'histoire et tiennent des propos inacceptables, souvent vendeurs.

M. Jean-Luc Mélenchon. Exactement !

Mme Florence Parly, ministre . Je tiens à dire ici très clairement que je ne laisserai pas entacher l'honneur de nos armées et que je serai toujours là pour le défendre. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM, UDI-Agir, LR et sur quelques bancs du groupe FI.)*

Concernant l'ouverture des archives, je salue la décision du Président de la République, qui a affirmé que toutes les archives devaient être concernées, pas seulement celles des armées, lesquelles ont systématiquement donné suite aux demandes de déclassification qui leur ont été adressées. Il n'y a donc aucune raison d'avoir peur, car c'est la déclassification qui permettra aussi d'apaiser les fantasmes et de mettre un terme à d'insupportables suspensions.

C'est aussi ce que permettra la seconde annonce du Président de la République : réunir les conditions pour un travail d'étude et de mémoire. Il faut dépassionner l'histoire pour pouvoir l'étudier et se forger une opinion éclairée. Nos enfants doivent savoir ce que la France a fait au Rwanda, ce que nos militaires y ont fait. Nous sommes toujours aux côtés de ceux qui ont combattu pour la France et nous y serons jusqu'au bout, jusqu'à ce que la vérité ait été faite, et c'est tout ce que désirent nos armées. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : [M. Hubert Julien-Laferrière](#)

Circonscription : Rhône (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 959

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Armées

Ministère attributaire : Armées

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 juin 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 juin 2018](#)